

Une telle note de lecture ne peut rendre compte de la richesse d'un tel ouvrage, qui est toujours passionnant. Il appellerait tant d'autres développements, par exemple à propos de la notion d'équilibre et de son rôle dans les relations internationales, ou encore sur l'homogénéité ou l'hétérogénéité du système du monde et des unités actives qui le constituent. Le regard d'autrui déforme autant que l'action. On n'a pu ici tenter de mettre en lumière que quelques aspects du texte tels qu'on les percevait, et le texte est toujours plus riche que le commentaire, surtout appuyé sur une seule première lecture, alors que ce livre est à prendre et à reprendre. Ici ou là, bien sûr, on pourrait noter des désaccords ponctuels – par exemple sur le totalitarisme découlant des Lumières, alors qu'il en est le contresens et le dévoiement; sur Napoléon tirant parti des possibilités techniques de son temps, alors qu'il semble les avoir largement méconnues; sur les ONG utile expression de la démocratie, alors qu'elles sont plutôt le signe et le produit de ses carences – voire, plus en profondeur, sur le peu d'attention portée aux phénomènes de domination et à leurs effets, stabilisateurs ou déstabilisateurs, pour le système.

Mais la qualité d'un livre vient aussi de la qualité du dialogue qu'il entretient avec son lecteur. A cet égard on admirera d'une part une pensée ouverte, qui ne se paie pas de mots mais reste toujours exigeante vis-à-vis d'elle-même, attentive à sa propre remise en cause et à son dépassement; d'autre part une démarche qui ne traduit pas un manque, une frustration, qui ne se présente pas, à l'instar de tant d'autres, comme un acte d'accusation ou un cahier de doléances et de revendications, mais comme le fruit d'une longue réflexion, sans autre but que le plaisir de l'avoir menée à bien et d'en faire partager les enseignements; enfin un livre qui illustre la vitalité d'une pensée comme indifférente à l'obsession américaine qui paralyse tant de chercheurs, et démontre que les Français, comme les autres Européens, peuvent trouver dans leur propre fonds culturel les éléments d'une réflexion originale et vigoureuse.

PUBLICATIONS BELGES

PAR

CLAUDE ROOSENS (*)

Frank R. PFETSCH, *La Politique internationale*, Bruylant, Bruxelles, 2000, 374 pages.

Frank R. Pfetsch est professeur de science politique à la Ruprecht-Karls-Universität de Heidelberg. Il présente ici le résultat des recherches et des enseignements qu'il a faits tant dans cette université qu'à Pittsburgh, Séoul, Leipzig et Paris. Son ouvrage est conçu comme un manuel d'introduction dont le propos est d'analyser les changements qui ont affecté de manière substantielle la scène internationale au cours du XX^e siècle.

Il est désormais courant de parler d'interdépendance accrue, de globalisation (terme américain) ou de mondialisation (terme français) pour mettre en exergue les modifications qui bouleversent le fonctionnement du système international. Parmi

(*) Professeur à l'Université catholique de Louvain.

ces changements, l'auteur épingle quatre évolutions fondamentales : la prolifération du nombre d'Etats, l'influence grandissante des organisations internationales et transnationales, l'émergence d'acteurs non étatiques et la multiplication des initiatives en faveur de la paix. L'ouvrage cherche à analyser ces processus historiques et à recenser les travaux théoriques en la matière.

Pour ce faire, la réflexion est structurée autour de neuf chapitres. Le premier se concentre sur l'histoire de la discipline consacrée à l'étude des relations internationales. Le deuxième définit les principaux concepts utilisés dans l'ouvrage. Le troisième précise les outils d'analyse les plus couramment utilisés par les internationalistes, qu'il s'agisse de métaphores telles que « les boules de billard » ou « la toile d'araignée », de formalisations mathématiques issues de la théorie des jeux ou de configurations classiques de type « centre-périphérie », « symétrie-asymétrie », « dissociation-association ». Le quatrième chapitre se penche sur les acteurs de la politique internationale : à côté de la figure centrale de l'Etat, l'auteur dépeint le rôle joué par les partis, les mouvements d'indépendance, les organisations régionales, internationales et transnationales, sans oublier l'importance accrue des acteurs individuels.

Le cinquième chapitre s'arrête quelque peu sur l'acteur principal des relations internationales, à savoir l'Etat. A ce sujet, Frank R. Pfetsch traite des différentes doctrines de politique étrangère et de notions aussi variées que celles de nation, d'intérêt national, de souveraineté, de puissance et de neutralité, pour ne citer qu'elles. Ce tour d'horizon mène à une réflexion autour de ce que d'aucuns nomment la « crise de l'Etat-nation »... Le chapitre suivant reprend l'ensemble des instruments de la politique internationale, que ceux-ci s'apparentent aux moyens les plus classiques de la diplomatie ou qu'ils relèvent de services informels, qu'ils soient de nature politique, économique ou militaire, qu'ils soient à même d'atténuer ou d'amplifier les conflits en présence.

Les trois derniers chapitres sont tour à tour consacrés aux phénomènes d'intégration et de désintégration, aux problématiques du conflit et de la coopération, ainsi qu'aux théories de la guerre et de la paix. L'une des thèses de Frank R. Pfetsch réside dans la transformation de la structure des relations entre Etats occidentaux. Selon lui, « *le style politique change* ». « *A l'emploi de la force et du jeu de puissance, les Etats occidentaux se sont engagés dans une politique de coopération sans recours à la force.* » Et de conclure que « *le jeu à somme nulle devient un jeu à somme positive* » (p. 11). Il semble opportun de s'interroger à cet égard. Pareil élan d'optimisme résiste-t-il à l'épreuve de la réalité ? La fin de la Guerre froide a pu laisser présager la disparition de conflits armés majeurs. Le XX^e siècle s'est pourtant terminé comme il avait commencé, par une guerre dans les Balkans. Quant au XXI^e siècle, il ne paraît guère plus prometteur de ce point de vue. Les événements et les conséquences du 11 septembre 2001 semblent effectivement donner raison à Donald Kagan lorsqu'il affirme que « *la guerre éclate là où on ne l'aurait jamais imaginée et souvent pour des raisons qui n'ont pas été anticipées* » (1).

Au-delà de cette question, l'intérêt de la dernière partie de l'ouvrage est de définir avec précision les concepts – souvent confus et banalisés – de conflit, de crise et de guerre. Il est également de mettre en lumière un nombre impressionnant de théories. La présentation des études empiriques sur les origines de la guerre, par exemple,

(1) Donald KAGAN, « History is Full of Surprises », *Survival*, n° 41, été 1999, p. 142.

dénombré à elle seule près de quarante variables explicatives. L'angle d'approche adopté relève certes davantage du catalogue que de l'examen critique. L'auteur invite néanmoins le lecteur à prendre du recul et à mettre en question les facteurs exposés. En effet, l'énoncé d'une liste d'éléments susceptibles d'être à l'origine d'une guerre ne permet pas *ipso facto* de comprendre leur articulation et leur poids respectif dans une situation historique donnée.

Les corrélations mises en lumière par les approches empiriques s'avèrent insuffisantes si les études de cas ne sont pas envisagées dans leur contexte historique propre. Comment tirer profit de liens de cause à effet entre l'attitude d'un Etat dans un conflit et des variables comme la nature du régime, la religion, le niveau de développement, la densité de population, les alliances ou encore la puissance, si ces observations sont statiques et abstraites? Comment éviter que le résultat de ces recherches ne recouvre en fin de compte que des généralisations, des réductions, voire des simplifications? L'une des voies pour éviter pareil écueil est de considérer l'ensemble de ces théories comme des explications « partielles » susceptibles d'éclairer les origines de conflits spécifiques. Comme Frank R. Pfetsch le souligne lui-même, les recherches empiriques privilégient différents niveaux d'analyse, en particulier ceux de l'individu, de l'Etat ou du système international. Il n'existe à l'heure actuelle aucune théorie générale pouvant expliquer la récurrence des guerres. Toutes les tentatives pour passer de l'analyse historique à une théorie cohérente capable de définir les causes communes des conflits armés ont échoué (2). Ce constat n'enlève rien à l'intérêt de ce type de recherche. Mais il importe de garder à l'esprit que, loin d'être exclusives les unes des autres, ces perspectives sont appelées à se combiner et à se compléter.

Ajoutons que parmi l'ensemble des travaux évoqués dans l'ouvrage, il en est peu qui s'attachent aux problématiques de la fin de la Guerre froide. On peut entre autres s'étonner de l'absence de commentaire concernant le courant constructiviste ainsi que les écoles post-positivistes, dites critiques (3). De la même façon, il aurait sans doute été opportun de prendre en considération, fût-ce en les citant, les thèses de James N. Rosenau sur le monde multicentré, de Francis Fukuyama sur la fin de l'Histoire ou encore de Samuel Huntington sur le choc des civilisations (4). On peut enfin déplorer l'absence de conclusion reprenant le fil conducteur d'un ouvrage en définitive presque inachevé.

L'une des ambitions affichées d'emblée par l'auteur était de combler le vide qui existe dans la littérature de langue française au regard de l'abondance des ouvrages anglo-saxons consacrés à l'étude des relations internationales. L'intention est plus que légitime, mais le résultat risque de décevoir et ce, à double titre. Sur le plan de la forme, l'exposé est clair et pédagogique : tableaux, schémas et autres graphiques permettent de structurer la réflexion. Mais le texte garde les stigmates d'une traduction rapide : nombre d'erreurs grammaticales et orthographiques en alourdissent la lecture. Sur le plan du fond, la version française de l'ouvrage *Internationale Politik*

(2) Cf. Pierre DE SENARCLENS, *La Politique internationale*, Armand Colin, Paris, 2000, pp. 158-178.

(3) Cf. Charles-Philippe DAVID, *La Guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2000, pp. 43-49.

(4) Cf. James N. ROSENAU, *Turbulence in World Politics... A Theory of Change and Continuity*, Princeton University Press, Princeton, 1990; Francis FUKUYAMA, *The End of History and the Last Man*, The Free Press, New York, 1992 et Samuel HUNTINGTON, « The Clash of Civilization? », *Foreign Affairs*, été 1993, pp. 22-49.

(Kohlhammer GmbH, Stuttgart, 1994) initialement destiné à des étudiants allemands et américains n'est guère adaptée à son nouveau public. Outre les auteurs classiques de l'histoire des idées politiques, notamment Machiavel, Kant, Tocqueville ou Bodin, l'auteur se fonde quasi-exclusivement sur des auteurs anglophones et germanophones. Les spécialistes de langue française tels que Raymond Aron, Jean-Baptiste Duroselle, Pierre Hassner, Paul Renouvin, Marcel Merle, Jean-Jacques Roche, Bertrand Badie ou encore Marie-Claude Smouts n'apparaissent que dans l'introduction et la bibliographie générale. Leurs apports respectifs ne sont pas véritablement pris en compte par l'auteur qui manque à cet égard l'occasion d'enrichir son étude d'un pan entier de la réflexion consacrée aux relations internationales.

Valérie-Barbara Rosoux ()*

Luc DE VOS, *Le Monde maîtrisé. Histoire des relations internationales après 1945*, J.-M. Collet, Braine-l'Alleud, 2000.

L'étude des relations internationales fait appel à diverses approches. Le champ à couvrir est tellement vaste et multiple, complexe et riche que seule une pratique pluridisciplinaire est capable d'en rendre compte et de tendre à en fournir une analyse susceptible d'être qualifiée de scientifique. Le développement des théories, la construction de modèles sont autant de pas en avant particulièrement utiles dans l'autonomisation progressive d'une discipline spécifique des relations internationales. Quelle que soit cependant la qualité de celle-ci, elle ne peut se passer de l'histoire qui lui fournit les données à partir desquelles elle s'élabore. Comprendre la vie internationale suppose nécessairement une bonne maîtrise des données événementielles qui la composent et des articulations qui en établissent la trame.

La vie internationale se développe suivant un processus dynamique et continu. Les césures qui la marquent ne sont jamais nettement tranchées. Des liens sont à établir avec le passé; ils contribuent à expliquer les développements contemporains. L'accélération de l'histoire qui, à travers la connaissance rapide que les moyens de communication actuels nous fournissent des événements, semble marquer la période contemporaine, conduit souvent à négliger cette mise en perspective dans le temps. Ce temps, cet écoulement du temps qui participe de la nature même de la politique étrangère, dont le rôle essentiel est d'établir le lien entre l'Etat et la scène internationale. Si, par ailleurs, la géopolitique a retrouvé aujourd'hui, en soulignant bien l'importance du rapport à l'espace, toute sa capacité explicative des phénomènes internationaux, la nécessité de la contextualisation de ceux-ci dans le temps mérite d'être rappelée. Un ouvrage comme celui du professeur De Vos y contribue de manière utile.

On connaît les grands classiques en la matière, comme l'*Histoire diplomatique de 1919 à nos jours* de J.-B. Duroselle pour n'en citer qu'un, sans oublier la richesse des apports des historiens, français notamment, lesquels contribuent à développer cette histoire des relations internationales. L'ouvrage du professeur De Vos, qui enseigne cette matière à l'Ecole Royale militaire, se situe dans cette ligne tout en marquant sa contribution d'une série d'originalités.

(*) Chargée de recherches du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS), à l'Université catholique de Louvain et professeur invité à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.

Organisé autour de la division classique Guerre froide-Détente, l'année 1973 servant de césure avec le lancement du processus d'Helsinki, cet ouvrage met bien en évidence les lignes de force de l'ensemble de la période : les rapport Est-Ouest et Nord-Sud, le développement des divers centres de puissance, économiques en tout cas, européen, américain, asiatique, perçus parfois comme sources d'une nouvelle forme de multipolarité.

L'auteur fournit de cette période, qui s'étend de 1945 à nos jours, une vue équilibrée. Une égale attention est accordée au Nord et au Sud. Dans une approche essentiellement diplomatico-politique, les préoccupations de sécurité reçoivent évidemment un traitement particulier. Les confrontations militaires font ainsi l'objet d'analyses bien ordonnées : la Corée, l'Indochine, le Proche-Orient, les conflits liés aux indépendances, le Vietnam, le Golfe occupent une bonne place dans l'ouvrage, sans oublier bien sûr les questions relevant de la course aux armements et du désarmement. Cet intérêt particulier pour le militaire n'empêche cependant pas la prise en compte des facteurs politiques, économiques ou diplomatiques dans la mesure de leur influence sur les questions analysées.

A côté de quelques imprécisions ou approximations sur l'un ou l'autre point, sans importance par rapport à l'ensemble, on notera encore la qualité des documents cartographiques qui permettent au lecteur d'avoir sous les yeux une représentation géographique des lieux concernés ainsi que des précisions sur la politique et le comportement adoptés par la Belgique en telle ou telle circonstance (Corée, Congo, Rwanda, terrorisme, ...). Précisions utiles dans la mesure où elles rappellent l'importance de la politique internationale, une politique qui n'est pas l'apanage des seuls Grands, mais relève également de l'action de tous les membres de la communauté internationale.

C. Roosens ()*

Valérie-Barbara ROSOUX, *Les Usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruylant (coll. « Organisation internationale et Relations internationales »), Bruxelles, 2001, 403 p.

La politique se fait grâce à une vaste panoplie de moyens, les uns aussi légers que les propos échangés dans un coin de salon, les autres aussi graves que la violence guerrière. Le recours au passé qu'on subit ou qu'on manipule, l'évocation de la mémoire focalisée sur tel ou tel événement clef, en font partie. Ils sont au cœur de ce livre. Quel usage les acteurs font-ils du passé ? Quelle mémoire en construisent-ils ? Dans quelle mesure subissent-ils le temps ?... Voici quelques questions principales qui ont guidé l'auteur dans sa recherche.

Il était important d'unir les deux moments d'une dialectique. En effet, comme V.-B. Rosoux le souligne, il y a un mouvement du présent vers le passé : la politique étrangère en action utilise l'histoire ; les projets qu'elle élabore impriment une vision à l'histoire. En même temps, il y a un mouvement du passé vers le présent : toute

(*) Professeur à l'Université catholique de Louvain.

politique étrangère est façonnée par l'histoire ; la mémoire qui en a été sélectionnée pèse sur les choix.

Après l'introduction méthodologique qui donne les clefs de lecture, l'ouvrage se déploie en trois volets.

La première partie présente des études de cas. La politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie est décrite en ordre chronologique, de 1962 à nos jours. Le lecteur découvre pas à pas, dans le cas de l'Allemagne, comment un passé « ennemi héréditaire » devient un « passé commun » grâce à la stratégie de réconciliation qui a prévalu de part et d'autre. Visiblement, les rapports avec l'Algérie n'ont point atteint ce stade : nous dirons que le temps de « digestion historique » n'est nullement achevé.

Dans la deuxième partie, l'auteur procède à un traitement thématique du sujet et analyse de plus près le poids et le choix du passé (ainsi que le rôle de la mémoire) dans la conduite de la politique étrangère.

Quant à la dernière partie, elle constitue un essai de classification. Ordonnant les observations, l'auteur y expose trois types de « gestion » du passé : la survalorisation, l'oblitération et le travail de mémoire. La base empirique s'élargit à des cas comme celui des Balkans, du Japon ou de l'Afrique du Sud, ce qui vient renforcer la validité des démonstrations. A partir de cela, V.-B. Rosoux se hisse à un niveau de généralité plus élevé, amorce la théorisation et ouvre des pistes pour des recherches futures.

Grâce à une écriture claire et élégante, l'esprit prend plaisir à la lecture.

La démarche inductive qui a été adoptée nous paraît très féconde : les cas sont rigoureusement délimités ; les faits collectés sont pertinents et pris en charge par des concepts soigneusement définis ; le particulier et le général sont distingués ; la construction de l'ensemble est logique ; la démonstration est convaincante.

Il nous plaît de souligner combien la base empirique du travail est riche et témoigne d'une culture historique rare chez les sociologues et même chez les politologues. De plus, la sélection des faits qui constituent le corpus est entièrement justifiée. Elle a été opérée à partir d'une grille de lecture mise au point à l'aide des questions de départ systématisées. Quant à l'interprétation des faits, elle peut satisfaire le plus exigeant des historiens.

Tout au long de l'ouvrage, l'analyse est axée sur les acteurs – individuels ou collectifs. Ce sont eux qui sont les « *porteurs et faiseurs de mémoire* » et c'est à eux que s'imposent les données du jeu ; mais ce sont eux aussi qui, à partir de la distribution reçue, produisent les événements et font l'histoire. Il s'agit donc bien d'acteurs – et non de marionnettes –, des acteurs qui célèbrent des anniversaires, qui commémorent, qui déposent des fleurs aux monuments ou visitent des lieux symboliques, qui gardent les souvenirs ou qui oublient, voire occultent, qui glorifient tel aspect du passé (« *survalorisent* » dit V.-B. Rosoux) ou le minimisent, qui réhabilitent, qui tantôt pardonnent, tantôt ressassent leurs griefs.

L'auteur tire de ses recherches une conclusion pour l'action : selon elle, les acteurs doivent, pour résoudre les conflits, repenser leurs représentations du passé. Cela est certainement exact dans les cas où existe préalablement une intention sincère de négocier et d'aboutir à un compromis. Mais que dire lorsqu'un acteur, pour faire d'un autre un allié, ferme les yeux sur le passé de celui-ci (comme les Occidentaux qui, en 1941, ont fait de Staline le débonnaire oncle Joe, ou encore les Américains,

qui ont fait des Talibans des spiritualistes combattant l'impérialisme soviétique)? Ou lorsqu'un vainqueur impose au vaincu son histoire (la révolution culturelle en Chine)? Le devoir de mémoire n'est-il pas ambigu lorsqu'il est inspiré par une stratégie de culpabilisation dont il est possible de tirer profit (obtenir des dédommagements en raison de l'esclavage subi)? On le voit bien : il reste encore beaucoup à faire.

Le livre de Valérie-Barbara Rosoux se révèle être un ouvrage de référence. Il constitue une contribution précieuse à la science politique, et plus particulièrement à l'étude des relations internationales, dans laquelle il marque une date. De plus, il ouvre des perspectives et exercera, espérons-le, une influence grandissante.

Rudolf Rezsohazy (*)

Amine AIT-CHAALAL, *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, Paris, 2000, 315 pages.

Ce qui d'emblée interpelle dans cet ouvrage consacré à la politique étrangère de l'Algérie, c'est la quantité et la qualité des interlocuteurs rencontrés par l'auteur au cours de ses recherches. Menée sur les deux rives de la Méditerranée et sur les deux façades de l'Atlantique Nord, cette étude a le mérite de ne pas s'évaporer dans une théorisation abstraite ou de verser dans le propos livresque. Débusquant les faits avec une minutie de fin limier, A. Ait-Chaalal les décrypte en confrontant ses interprétations auprès des acteurs ayant contribué à forger, entre 1965 et 1991, les relations entre l'Algérie, d'une part, la France et les Etats-Unis, de l'autre. L'éventail de personnalités avec lesquelles des entretiens ont été menés est impressionnant. De Claude Cheysson à Zbigniew Brzezinski en passant par Roland Dumas et Robert Malley, de Sid Ahmed Ghazali à Abdelaziz Bouteflika en passant par Rédha Malek et Mohamed Sahnoun, l'auteur s'est évertué à insuffler à son travail scientifique l'authenticité d'une enquête de terrain, *in casu* celui des chancelleries des trois pays concernés.

La période d'analyse qui couvre les présidences Boumediène (1965-1978) et Chadli (1978-1991) correspond, selon l'auteur, à l'époque où parler de politique étrangère au sujet de l'Algérie n'était pas un vain mot. En effet, la prise de pouvoir de Houari Boumediène en 1965 signifie l'irruption de l'Algérie sur la scène internationale comme un des porte-voix des pays du Tiers-Monde. L'effacement du Président Chadli Bendjedid en 1991 inaugure en revanche une période de troubles intérieurs oblitérant tout rôle international majeur pour l'Algérie. Au cours de ces quelque vingt-six années, l'Algérie se trouve en pointe sur plusieurs questions chères au Tiers-Monde, depuis la décolonisation, les rapports Nord-Sud et le non-alignement, jusqu'à l'utilisation de l'arme du pétrole en lien avec la situation au Proche-Orient. Comment, dans ce contexte de militantisme tiers-mondiste, l'Algérie envisage-t-elle ses relations avec l'Occident, en particulier avec ses deux partenaires privilégiés que sont la France et les Etats-Unis? Telle est la question à laquelle répond l'ouvrage. Derrière le discours politico-idéologique critique d'Alger à l'égard de l'Occident, on découvre la réalité de relations intenses du point de vue technique et commercial. Cette dichotomie atteste ainsi d'une forme de « découplage » que l'auteur entend mettre en exer-

(*) Professeur émérite à l'Université catholique de Louvain.

gue comme un possible paradigme de la politique étrangère des Etats en développement. L'ensemble de la démarche analytique de cet ouvrage se situe dans le prolongement des travaux menés par Bahgat Korany (notamment *How Foreign Policy Decisions Are Made in the Third World. A Comparative Analysis*, Boulder, Westview, 1986) et constitue à n'en pas douter une contribution éclairante à l'étude approfondie de la politique étrangère des pays en développement.

Distinguant quatre axes dans la politique étrangère algérienne (politico-idéologique, stratégique, commercial, technico-financier), l'auteur les regroupe deux par deux. D'où la mise en perspective d'un axe politico-stratégique, porté sur le multilatéral, et plutôt conflictuel avec l'Occident, auquel s'oppose un axe technico-commercial, privilégiant la coopération bilatérale et « oubliant » la tension liée au premier axe. Dans le cas des relations avec les Etats-Unis en particulier, le second axe est activé par Alger pour contribuer à son développement économique et diversifier un partenariat naturellement tourné vers la France.

L'examen de ces deux axes dans les relations franco-algériennes et algéro-américaines fait l'objet des deux parties les plus substantielles de l'ouvrage. Celles-ci sont précédées d'une mise en perspective historique des rapports Algérie-Occident et d'un examen scientifique de la politique étrangère algérienne sous l'angle de son environnement national, de ses orientations majeures et du processus de prise de décision qui la caractérise.

De la partie historique, on retiendra le paradoxe des relations entre l'Occident et l'Algérie durant la guerre d'Indépendance (1954-1962). Contraints à la solidarité avec la France en raison du statut territorial particulier de l'Algérie dans le cadre de l'Alliance atlantique (le territoire français d'Algérie entrant dans le champ d'application de l'article 5 du Traité de l'Alliance dont plus personne n'ignore aujourd'hui la teneur), les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, tentaient pourtant de ménager les futurs dirigeants algériens afin d'éviter qu'ils ne se précipitassent au Kremlin pour y quérir des soutiens plus francs. A l'heure de l'indépendance, la confusion fut d'abord dominante, l'inexpérience du personnel politique appelé à diriger la jeune république suscitant des comportements diplomatiques parfois peu amènes. Ainsi de la visite du Président Ben Bella à Cuba, juste après avoir été reçu par le Président Kennedy, peu avant la crise des missiles d'octobre 1962. Mais dès cette époque, le souci algérien de reconquérir une indépendance économique quelque peu verrouillée par les Accords d'Evian permet aux entreprises américaines de prendre davantage pied dans le pays. En outre, non sur une certaine surenchère, le volet « coopération » des accords d'Evian est critiqué par le pouvoir algérien parce qu'il constituerait une plate-forme néo-colonialiste commode pour la France.

L'ère Boumediène verra l'hypothèse du « découplage » atteindre son paroxysme lors de la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et les Etats-Unis qui s'étend de 1967 à 1974. Non seulement les relations technico-commerciales se poursuivent, mais en outre des contacts au plus haut niveau sont maintenus entre les deux Etats. Tout se passait comme si l'Algérie se sentait tenue, vis-à-vis du Tiers-Monde, de tirer les conséquences *pro forma* de ses imprécations politiques à l'égard du monde occidental dominé par les Etats-Unis. Avec la France, le « découplage » s'avère une grille de lecture moins pertinente. Ce qui importe aux yeux d'Alger, c'est d'éviter toute forme de rapport qui aurait un quelconque relent de colonialisme. Mais pour le reste, selon le mot de Boumediène lui-même, « *les rapports entre la*

France et l'Algérie peuvent être bons ou mauvais, en aucun cas ils ne peuvent être banals ».

Durant la présidence de Chadli Bendjédid, le « découplage » fonctionne en quelque sorte dans l'autre sens. L'amélioration enregistrée sur l'axe politico-stratégique n'a pas d'influence sur les relations commerciales qui courent sur leur propre ère. De même, les difficultés qui émergent sur le dossier gazier n'altèrent pas la qualité de la relation politique entre Washington et Alger.

La politique étrangère du tandem constitué par H. Boumediène et son inamovible ministre des Affaires étrangères, A. Bouteflika, présente un intéressant *continuum*. Il n'en va pas de même de l'ère Chadli durant laquelle le Président marque un intérêt moindre pour les affaires internationales tandis que le portefeuille des Affaires étrangères est occupé successivement par cinq titulaires.

Tirant parti de son abondante récolte documentaire passée au crible de témoignages oraux directs, l'auteur aborde certains points controversés ou énigmatiques, avec toutefois une prudence matinée de circonlocutions. Après avoir rendu compte d'un faisceau d'indices, il laisse entendre, par exemple, que la mort de H. Boumediène n'aurait pas eu le caractère naturel qu'on lui a généralement prêté (p. 81). Dans l'affaire du Sahara occidental qui éclate en 1975, A. Ait-Chaalal accrédite l'idée selon laquelle les Etats-Unis auraient exercé une pression sur l'Espagne pour rallier Madrid à la revendication marocaine. La vieille amitié entre Vernon Walters, directeur adjoint de la CIA à l'époque, et le roi Hassan II aurait particulièrement contribué à cette collusion défavorable à l'Algérie.

La question du Sahara occidental inaugure une période où les Algériens doivent également subir de la part des Américains une forme de « découplage », pour reprendre l'expression de l'auteur même s'il ne l'utilise pas *in casu*. En effet, Washington ne considère pas ses relations avec le Maghreb comme un jeu à somme nulle : s'entendre davantage avec Alger ne signifie pas restreindre son soutien à l'égard de Rabat. Un paradoxe existe aussi avec la France, dont l'Algérie veut rester le partenaire privilégié au sein du Maghreb, tout en souhaitant s'affranchir de tout rapport fleurant le néo-colonialisme. En bref, la diplomatie algérienne va pendant de nombreuses années mesurer la qualité de ses relations avec la France et les Etats-Unis à l'aune des rapports que ses partenaires privilégiés entretiennent avec le Maroc.

Çà et là, certaines prises de position de l'auteur prêtent davantage le flanc à l'appréciation critique. A. Ait Chaalal a, par exemple, trouvé le ton juste pour approuver dans son principe la politique d'arabisation tout en dénonçant l'évacuation trop rapide du français, qui a « fait perdre un avantage technico-linguistique » à l'Algérie (p. 63). De même analyse-t-il avec une lucidité peu complaisante les dernières années de la présidence Chadli ayant fait le lit des Islamistes. Moins convaincante apparaît une tendance « hypermnésique », par laquelle l'auteur s'étend longuement sur l'attitude des Présidents français vis-à-vis de la guerre d'Algérie ou durant celle-ci. Certes, dans le cas de Valéry Giscard d'Estaing, il était peut-être utile de rappeler ce passé, puisque le Président confessa une réticence personnelle à entreprendre le voyage d'Alger, où il ne se rendra en quelque sorte que pour honorer un engagement de son prédécesseur brutalement disparu. Mais en ce qui concerne F. Mitterrand, dont les relations avec l'Algérie seront d'emblée chaleureuses en 1981, on voit mal, dans le cadre de la problématique étudiée, l'utilité de se répandre sur le rôle ministériel joué

sous la IV^e république, rôle archiconnu par ailleurs et sur lequel le Président est revenu avec un œil autocritique au soir de sa vie.

Mais cette aspérité n'occulte en rien les qualités d'un ouvrage qui arrive à son heure pour combler une lacune dans les études internationales. A notre connaissance, depuis l'ouvrage de Nicole Grimaud (*La Politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, Paris, 1984), aucune étude de cette ampleur n'a plus été entreprise sur la politique étrangère de l'Algérie. A l'avenir, cet ouvrage ne pourra que stimuler d'autres vocations pour analyser une diplomatie algérienne qui, depuis l'arrivée d'A. Bouteflika à la présidence en 1999, reprend progressivement pied sur la scène internationale.

Tanguy de Wilde d'Estmael (*)

PUBLICATIONS CANADIENNES

PAR

JEAN-FRANÇOIS RIOUX (*) (**)

L'année 2001 aura été marquée par un changement d'orientation dans la politique étrangère canadienne. On se souviendra que, depuis cinq ans, la diplomatie canadienne était dirigée par le ministre libéral Lloyd Axworthy, député de Winnipeg-centre. Cet ancien professeur de science politique avait insufflé une inspiration nouvelle à la politique extérieure du Canada, notamment en privilégiant le concept de « sécurité humaine », c'est-à-dire une sécurité au service des personnes plutôt que des États. Sous son impulsion, le Canada a pris de nombreuses initiatives, notamment en faveur de l'interdiction des mines anti-personnel (Convention d'Ottawa), de la mise sur pied du Tribunal pénal international, de la protection des enfants dans les zones de guerre, etc. Un « groupe de Lysoen » a aussi été créé, en collaboration avec la Norvège, pour favoriser la discussion et l'action en faveur de la sécurité humaine.

Le ministre Axworthy s'est retiré de la vie politique lors de l'automne 2000 et il est maintenant attaché à l'Université de Colombie-Britannique. Il a été remplacé par le député John Manley, un avocat d'affaires de la région d'Ottawa, qui était auparavant ministre de l'Industrie. M. Manley représente le courant plus traditionnel du Parti libéral et il est probable que, par cette nomination, le Premier ministre, Jean Chrétien, cherchait à réorienter la politique étrangère canadienne dans une direction plus favorable à un raffermissement de liens avec le grand voisin américain. Avec l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, l'intuition continentaliste du Premier ministre s'est vue confirmée : le ministre Manley a décidé de remettre l'accent sur les liens bilatéraux avec les États-Unis, une réorientation de la politique étrangère canadienne qui s'est poursuivie après les événements du 11 septembre (le Canada a fortement appuyé les offensives américaines, a envoyé des navires dans l'océan

(*) Professeur à l'Université catholique de Louvain.

(*) Directeur de recherche, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'Université du Québec à Montréal.

(**) Avec l'aide de David Grondin, de l'UQAM.